

Le lundi 16 octobre 2006

Plus de temps...

Il faudra attendre un peu plus pour savoir si l'implantation d'une école alternative sur les plateaux est réalisable.

La tenue de cette étude de faisabilité a été présentée au mois de mai et les résultats devaient être connus au début de l'automne.

Le président de la Corporation de l'école alternative, Germain Leblanc, affirme que le projet chemine toujours, mais qu'il s'agit d'un dossier très complexe. Au cours de l'été plusieurs entreprises situées sur les Plateaux ont été visitées. Au cours des prochaines semaines le même genre de visite se poursuivra dans la Baie-des-Chaleurs.

La maison familial rural est une école qui se distingue par son caractère novateur. Les jeunes qui la fréquentent y reçoivent une formation basée sur l'alternance travail-étude. Les élèves pourront y décrocher un diplôme d'études secondaires et un diplôme d'études professionnelles.

Selon Germain Leblanc si tout se déroule bien l'école pourrait débiter ses activités l'automne prochain. **CIEUFM**

Développement durable

Les Gaspésiens devraient profiter de la disparition des grandes industries polluantes pour promouvoir le concept d'une région verte.

C'est du moins l'une des nombreuses suggestions émises lors de la tournée de consultation du Conseil régional de l'environnement dans le cadre du projet Ensemble pour un avenir durable. Ces activités ont pour but de doter la région d'une vision concertée sur le développement durable.

Guillaume Dufour, le chargé de projet au Conseil régional de l'environnement, explique que la démarche devrait éventuellement mener à l'adoption d'une charte du développement durable à laquelle les projets de développement serait soumis.

Les consultations menées dans les 6 MRC gaspésiennes ont également mis en relief un manque de leadership et le besoin d'une plus grande concertation afin de réussir à obtenir de l'État une décentralisation des pouvoirs vers la région.

La tournée de consultation a été mis en branle dans la foulée du Colloque sur le développement durable tenu en mai, à Gaspé. Elle devrait mener à un nouvel événement régional au printemps de 2007. **CIEUFM**

Capitale déçue...

Murdochville demande à 3Ci de lui verser des redevances pour son parc éolien.

En mars 2005, à la conférence de presse qui annonçait la création d'un troisième parc, le président de 3Ci, Robert Vincent, voulait faire de Murdochville la capitale nationale de l'éolien. Un an et demi plus tard, la mairesse Délisca Ritchie-Roussy, n'y croit plus.

Elle admet que l'éolien a donné un regain à la municipalité au moment où elle en avait bien besoin.

Par contre, la mairesse dénonce aujourd'hui le fait que les promoteurs du parc éolien le plus important du Québec ne versent pas un sous aux citoyens de Murdochville.

Le président de 3Ci, Robert Vincent, a confirmé qu'il souhaite que la municipalité s'implique dans l'élaboration du troisième parc éolien et que certains mécanismes de redevances pourraient être mis en place.

Selon la mairesse de Murdochville, des discussions concernant un éventuel partenariat ont eu lieu, mais le processus de négociation n'est pas encore débuté.

Le conseil municipal prévoit engager des fiscalistes et des avocats pour les accompagner dans la démarche.

Source : Radio-Gaspésie à **CIEUFM**

Parc éolien de Murdochville **Les négociations avec 3CI avancent rondement**

Mise à jour le lundi 16 octobre 2006, 15 h 55

Les deux parties pourraient parvenir à une entente d'ici quelques semaines.

La Ville de Murdochville deviendra ainsi partenaire de la construction et de la gestion du troisième parc éolien érigé par 3CI dans le secteur. Les deux premiers parcs éoliens ne rapportent aucune redevance à l'ancienne ville minière.

La Ville préférerait à l'époque miser sur la création d'emplois associée à l'érection des parcs et tenter de développer la filière éolienne en courtisant de nouvelles entreprises.

Murdochville semble satisfaite de sa stratégie. Elle rappelle qu'une centaine de personnes ont trouvé un emploi dans le domaine éolien, soit directement ou indirectement. Le plan de relance a permis d'attirer à Murdochville un centre de recherche et deux entreprises, une spécialisée dans le transport d'éoliennes et l'autre dans la construction de structures d'acier destinées aux bases de béton d'où s'élèvent les moulins à vent modernes.

L'intention de 3CI de construire un troisième parc dans les environs de la ville devient l'occasion pour le commissaire à la relance, André Lemieux, d'élargir la stratégie de relance de l'économie locale.

La Ville évalue son investissement dans le troisième parc en fonction de sa richesse foncière. « On évalue la formule la plus responsable possible pour les citoyens de Murdochville », précise M. Lemieux. La porte-parole de 3CI, Sylvie Archambeault, confirme que l'entreprise est ouverte à une participation de la Ville dans la mesure de ses moyens.

Le projet de partenariat pourrait d'ailleurs être copié par d'autres municipalités du Québec qui souhaitent des retombées plus substantielles que les redevances offertes par les promoteurs de parcs. Depuis la fermeture de Noranda, le gouvernement du Québec injecte 1 million de dollars par année dans le budget de l'ancienne ville minière. **RADIO-CANADA**

Développement régional

Québec prépare une nouvelle politique

Mise à jour le lundi 16 octobre 2006, 12 h 24 .

De passage à Rimouski, le ministre du Développement économique, Raymond Bachand, en a profité pour tracer les grandes lignes de la nouvelle stratégie régionale que prépare le gouvernement.

Selon le ministre, Québec s'apprête à donner un rôle plus important aux conférences régionales des élus. Pour répondre aux critiques des régions qui lui reprochent de ne pas considérer les particularités régionales, le ministre promet plus de flexibilité et un pouvoir décisionnel en région.

Les élus pourront, explique Raymond Bachand, choisir d'appuyer certaines mesures plus que d'autres. Cette nouvelle stratégie visera toutes les régions et intégrera plusieurs programmes déjà existants.

Ainsi, le développement de certains secteurs économiques, ciblés comme créneaux d'excellence, se poursuivra par l'intermédiaire du programme Accord. Le ministre Bachand rappelle que plus de 17 millions sont disponibles pour déployer ces secteurs économiques, dont l'océanographie au Bas-Saint-Laurent.

Le Fonds d'investissement économique régional (FIER) sera maintenu, malgré les difficultés d'implantation dans certaines régions comme la Gaspésie. Seulement une dizaine des 17 régions administratives de la province participent au programme. L'aide financière directe ou discrétionnaire sera donc encore possible dans certaines régions aux prises avec des difficultés économiques particulières.

Le ministre ajoute que Québec investira aussi dans la formation de la main-d'oeuvre. « C'est clair qu'il y a un autre grand coup qu'il faut donner au niveau de l'éducation », conclut-il. **RADIO-Canada**

Première assise territoriale pour la nation autochtone Gespeg

Ce n'est pas une réserve, la nuance est importante à faire.

On nous dit au ministère des Affaires indiennes qu'une assise territoriale donne principalement le droit de développer des projets à valeur socio-économique et communautaire. La grande différence avec une réserve, c'est qu'on peut y construire des résidences, mais elles ne sont pas payées par le ministère des Affaires indiennes.

La construction et l'acquisition seront entièrement financées par le ministère canadien des Affaires indiennes. Donc, une étape importante pour cette nation, reconnue comme telle en 1973 qui n'avait depuis, aucun territoire qui lui était réservé.

Claude Jeannotte, chef intérimaire de la Nation micmac Gespeg: "Les projets présentement pour la communauté ce sont les infrastructures que le ministère s'est engagé à fournir à Gespeg, le centre communautaire, la résidence pour les personnes âgées et un nouveau conseil de bande. Ca s'est assuré, ça va venir avec l'assise et les autres choses sont à négocier avec le gouvernement."

Je vous rappelle en terminant que la pisciculture appartenait depuis un peu plus d'un an à Jacques Drouin, l'ancien promoteur du centre des congrès régional. Depuis 6 ans déjà, aucun projet n'a permis de relancer les installations piscicoles, l'une des plus vieilles au pays. Il a été aussi impossible de savoir combien cette acquisition a coûté au ministère des Affaires indiennes, le ministère n'a pas voulu dévoiler ce détail. Martin Toulgoat, **CHAUTVA**

